

TRADE^{Express}
Virement instantané

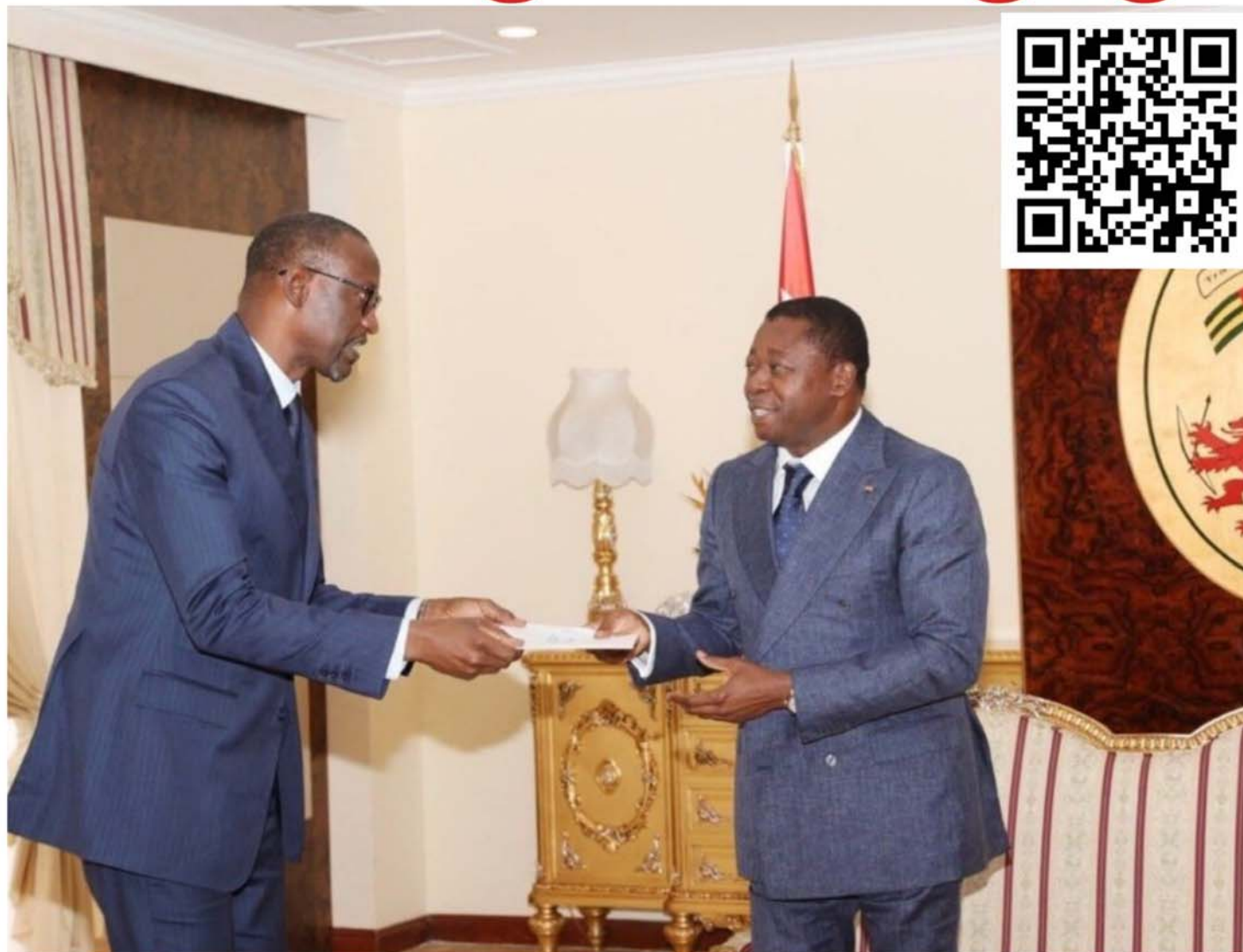
BANK OF AFRICA
BMCE GROUP
www.boa.togo.com



N° 0500 du 10 au 16 Mai 2022- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE/DIPLOMATIE :

Pour le Mali, Faure Gnassingbé s'engage P.3



Le diplomate malien, Abdoulaye Diop, porteur d'un message de la junte au Président Faure Gnassingbé.



Nouveaux prix à la pompe pour compter de ce Mardi 0h

- Super 625 FCFA
- Gaz Oil 660 FCFA
- Pétrole lampant 580 FCFA
- Jet A1 500,43 FCFA

SOCIÉTÉ :

Le travail des ONG à la loupe P.3&5



Mme Sandra Ablamba Johnson, Ministre-SG de la Présidence de la République.

OTR/ FISCALITÉ :

" L'audit fiscal basé sur les risques dans le secteur minier à l'aide des techniques d'audit assistées par ordinateur " au cœur d'une formation à Lomé P.2



Photo de famille des participants

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations. **Journalemploi.com** Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Partiellement couvert
31°C
Après-midi:
Partiellement couvert
26°C



La Banque Autrement
www.corisbank.tg

1ère Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015
Certificat N° FS703571
Qualité de service, notre engagement

CORIS BANK
INTERNATIONAL

Editorial :

La recherche de la vérité

Dans notre monde d'aujourd'hui, il existe toute une floraison d'assertions dites abusivement "vérités".

Presque tout le monde a sa vérité et s'empêche ainsi de rechercher la vérité. Avoir comme objet la recherche de la vérité, c'est justement se mettre sur cette voie d'humilité et de prise de conscience, que nous ne connaissons rien. Nous ne savons rien et devons donc avoir, comme objet, cette démarche constante de recherche de la vérité.

En être conscient, c'est déjà faire le pas utile. C'est être guidé par ce besoin, tout en grandissant dans cette quête permanente de recherche de la vérité. La vérité n'est pas figée. Elle n'est non plus statique. Elle se laisse chercher, se rechercher, en dehors de tout dogme.

Le "Connais-toi toi-même" est d'une utilité urgente et importante. En effet, la vie est le plus difficile des examens. Beaucoup de gens échouent parce qu'ils essaient de copier les autres, sans se rendre compte que tout le monde a un questionnaire différent. Essayons donc de répondre à notre questionnaire et notre vie serait une réussite. La connaissance de soi conduit à l'épanouissement et au bonheur.

Donc, dans sa démarche quotidienne de recherche de la vérité, l'humain devra cultiver cette humilité qui ouvre toutes les portes. Mais être aussi persévérant dans la recherche. Sur le Chantier.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERE Razak

Impression : SDR

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

Politique / commémoration de l'attentat de Soudou :
" Il n'y a ni tension, ni deux UFC "

Le bureau directeur de l'Union des Forces de Changement a commémoré, ce 5 mai 2022, la 30ème anniversaire de l'attentat de Soudou qui a failli emporter le leader de l'UFC, Dr Gilchrist Olympio et certains de ses lieutenants qui étaient avec lui à l'époque.

Cette commémoration a commencé par une messe pour le repos de l'âme des personnes disparus, le dépôt de gerbe sur la tombe de Dr Marc Atidé, et une conférence de presse à l'endroit de la presse nationale et internationale.

M. Elliott Ohin, 2ème vice-président de l'UFC, qui a dirigé la conférence de presse, a rendu un hommage aux illustres disparus et a adressé sa compassion aux blessés dans sa déclaration liminaire. Il a également fait le tour d'horizon de la vie socio-politique du Togo.

Pour Elliott Ohin " l'UFC doit rester, comme toujours, fermement attachée à cet idéal de renouvellement démocratique pour notre pays, même quand sa méthode prône le pragmatisme de la realpolitik. L'UFC doit se solidifier et doit pouvoir fédérer l'opposition togolaise, dans un grand mouvement de courants et d'idées, afin de pouvoir prétendre offrir au Togo, l'expérience et les compétences nécessaires à une alternative viable de gouvernance " a laissé entendre le deuxième vice-président.

Au cours de cette conférence de presse, le deuxième vice-président, qui était entouré des rescapés de l'attentat de Soudou, a profité de l'occasion pour faire des propositions au pouvoir qui est un partenaire de l'UFC.

" Dans l'attente d'un nouveau projet de société, débattu et voté



La table d'honneur lors de la rencontre avec la presse. Au micro, Elliott Ohin, 2ème vice-président de l'UFC

par l'ensemble de notre formation politique, je me permets de porter la voix de l'UFC au débat national et d'amorcer les idées qui nous paraissent judicieuses pour changer le quotidien de nos concitoyens. Nous n'aborderons ici que les grands sujets structurels les mieux à même d'améliorer la qualité de vie des Togolais

et les opportunités qui s'offrent à notre jeunesse, notamment l'emploi et l'employabilité des jeunes, l'économie, le social, l'éducation, la santé, la justice etc " a poursuivi M Elliott.

Le deuxième vice-président a évoqué aussi ce que les gens peuvent appeler " tension " au sein de l'UFC. M Ohin a expliqué

qu'en réalité " il n'y a ni tension, ni deux UFC, comme les gens veulent le faire croire, mais il y a des courants au sein du parti, comme tous les grands partis " a-t-il précisé, avant d'ajouter qu'un travail est en train d'être fait pour ramener la sérénité au sein de la maison UFC.

Dodo ABALO

OTR/ FISCALITÉ :

" L'audit fiscal basé sur les risques dans le secteur minier à l'aide des techniques d'audit assistées par ordinateur " au cœur d'une formation à Lomé

Lomé accueil du 09 au 13 mai un atelier de formation sur "l'audit fiscal basé sur les risques dans le secteur minier à l'aide des techniques d'audit assistées par ordinateur (TAAO) avec la collaboration de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la GIZ et le Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaine (FAFOA/WATAF).

L'objectif de cette rencontre de haut niveau, qui a regroupé les pays de la CEDEAO, est de s'échanger sur les préoccupations relatives au secteur minier

en mutualisant des connaissances pour une amélioration efficace des procédures d'audit basé sur le risque.

Renforcer la capacité technique et opérationnelle des participants, en vue de leur permettre de mieux cerner le domaine et permettre à nos Etats de renforcer l'autofinancement de leur développement, sont, entre autre, le but poursuivi par cette rencontre qui va durer 5 jours.

Pour M. Kossi Tofio, représentant le ministre des finances", Je demande donc à tous de prendre activement part aux tra-

vaux de cet atelier, afin que leurs capacités en sortent renforcées pour permettre à nos Etats de collecter, de façon performante et optimale, les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de développement économique et sociaux sans cesse croissants ", à l'ouverture des travaux.

Le gouvernement du Togo souhaite donner une nouvelle impulsion au développement socio-économique du pays, dans le contexte particulier lié à la crise de la COVID-19, et définir une nouvelle vision

Suite à la page 6

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Payement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Payement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net

POLITIQUE/DIPLOMATIE :

Pour le Mali, Faure Gnassingbé s'engage

Les Autorités de la transition malienne ont choisi le Togo et son Président, Faure Gnassingbé, pour plaider leurs causes auprès des chefs d'Etat de la CEDEAO et de la communauté internationale. Le ministre malien des affaires étrangères, Abdoulaye Diop, l'a exprimé ouvertement à Lomé, lors d'une visite de travail d'une forte délégation, comprenant quelques membres du gouvernement et du Conseil national de transition (CNT), qui fait office du parlement de la transition.

Par Ali SAMBA

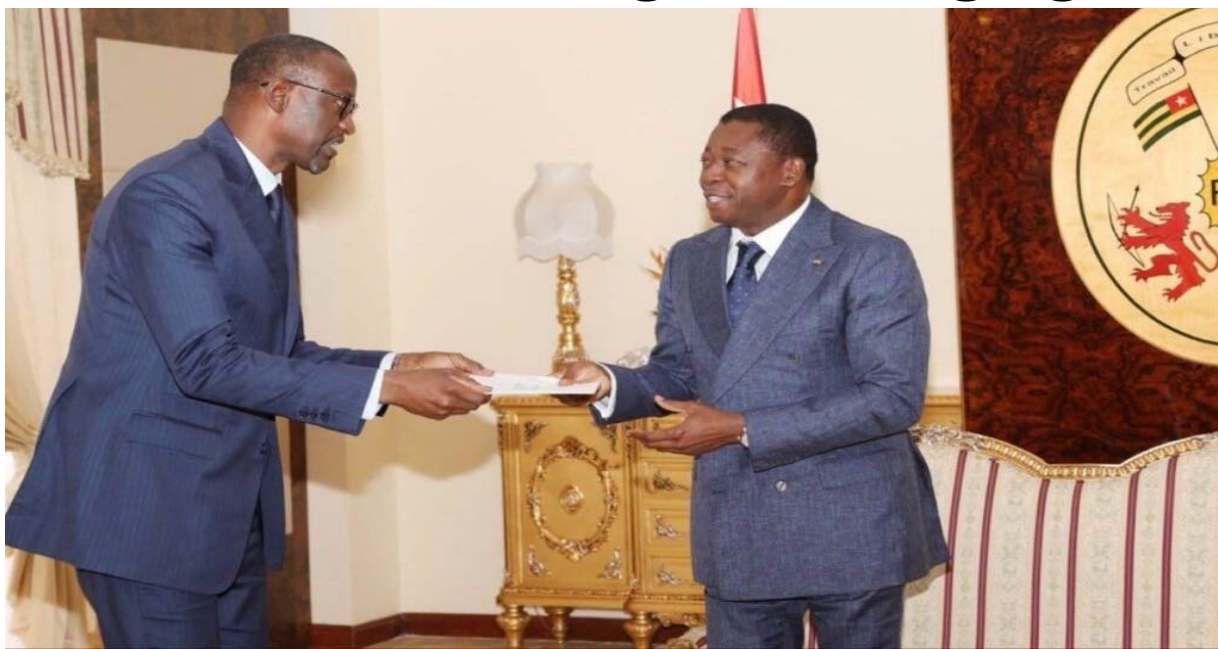
" Vu les difficultés qu'il y a, nous avons, au nom du Président de la Transition, solliciter le Togo, sollicité le Président Faure Gnassingbé, pour pouvoir user de bons offices et aussi user de sa sagesse, l'expérience, et aider à faciliter le dialogue avec les acteurs régionaux et, plus largement, avec l'ensemble de la communauté internationale, pour pouvoir trouver un compromis qui puisse nous permettre de sortir le Mali de cette situation, et aussi de renforcer la stabilité de la région ", a dit Abdoulaye Diop, lors d'une rencontre avec la presse à Lomé.

Il a indiqué que, pour le Mali, Faure Gnassingbé est la personne indiquée pour aider son pays, dans cette quête de dialogue avec les autres pays de la CEDEAO et la communauté internationale, à sortir de cette situation. " Nous savons que le Président a une approche mesurée, équilibrée et constructive, par rapport à la gestion de la situation politico sécuritaire de la région, en général, et surtout par rapport à la gestion des processus de transition et que dans ce cadre aussi, nous savons aujourd'hui que, le Mali est un pays sous un embargo de la CEDEAO et nous savons que le Togo, en tant que lui-même, a vécu plus de 15 ans sous les sanctions internationales et nous pensons que le Togo a la légitimité, l'expérience, la sagesse de pouvoir aussi partager son expérience avec le Mali ", a-t-il renchéri.

Aider le Mali

Il faut dire que les Maliens ont vu juste. Car, depuis le début de la crise dans ce pays, le Président Faure Gnassingbé n'a cessé de chercher les voies et moyens pour une sortie de crise paisible.

A la 2^e réunion du Groupe de Soutien à la Transition au Mali à Lomé en 2020, Faure Gnassingbé relevait déjà que le soutien à un pays frère, qu'est le Mali, dans un



Le diplomate malien, Abdoulaye Diop, sollicitant la médiation du président Faure Gnassingbé dans la crise malienne

moment aussi délicat que celui d'une transition politique, ne doit pas être un vœu pieux. Plutôt un comportement, un geste, une action, une main tendue qui crée des fois, chez l'autre en situation difficile, à ne pas céder au découragement ou au défaitisme. " Le soutien indéfectible du Togo au Mali, et mon engagement personnel pour une transition réussie dans ce pays, reposent, non seulement sur l'impérieux devoir de solidarité, mais aussi, et surtout, sur la communauté de défis et des enjeux sociopolitiques et sécuritaires qui se jouent en arrière-plan, avec des conséquences régionales et sous régionales certaines ", a-t-il clamé. Il y a presque un mois, Faure Gnassingbé et Alassane Ouattara ont échangé sur les sanctions imposées au Mali par la CEDEAO.

A Abidjan, Faure Gnassingbé a insisté sur le fait qu'il faut que les chefs d'Etat continuent à se concerter entre eux et également avec les autorités de transition. " Nous sommes obligés de travailler et de discuter avec ceux qui sont aux commandes en ce moment, en ayant à l'esprit que, ce qui est important, c'est la paix,

c'est la sécurité ", a martelé le Président togolais.

Les voyages à Bamako du chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, ne se comptent plus. D'ailleurs, ce dernier avait prévu en Avril, une Conférence sur les transitions politiques et la lutte contre le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest dans la capitale togolaise.

La rencontre a été reportée sine die à la dernière minute. Mais, un colloque ayant rassemblé des intellectuels et des experts sur la question, intervenants venus de la Suisse, de la France, de la Guinée, de l'Éthiopie, du Nigeria, du Burkina Faso, du Sénégal et du Bénin, a pu se tenir quelques mois auparavant.

Dans les recommandations de ce colloque, on peut y lire, qu'en cas d'extrémisme violent, durant les transitions politiques, il est recommandé " une diversification de la collaboration avec tous les acteurs aussi bien nationaux qu'internationaux ". L'accent est mis à ce niveau sur le dialogue. Les experts ont recommandé également la restructuration et la mise en place des stratégies et des agendas au niveau des institutions internationales, en phase

avec les exigences politiques et économiques de la gouvernance des transitions.

Au regard de toutes ces actions, menées par le Togo, le Mali est en droit de demander officiellement l'aide de Faure Gnassingbé, afin de poursuivre ce qu'il a commencé. Robert Dussey a indiqué, lors d'un point de presse, que le président de la République se réjouit de cette offre et volontiers aidera. " Il aidera la population malienne, aidera le Mali, le gouvernement malien par la facilitation à ce qu'on puisse aller vers des élections libres, démocratiques, crédibles et que désormais, un gouvernement civil, dans l'ordre constitutionnel, soit rétabli dans le pays ", a dit Robert Dussey qui fait écho aux propos de Faure Gnassingbé à Abidjan. " J'ai foi que nous allons continuer nos entretiens, les élargir, peut-être avec nos pairs, pour trouver une solution. Nos pays, notamment la partie septentrionale, le Ghana, le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire, sentent la pression de cette situation-là, plus tôt nous trouverons des solutions idoines, et mieux ce sera ", a indiqué Faure Gnassingbé.

SOCIÉTÉ :

Le travail des ONG à la loupe

Le 5 Janvier dernier, le Gouvernement togolais a examiné et adopté un projet de décret fixant les conditions de coopération entre les organisations non gouvernementales (ONG) et l'Etat. Selon le conseil des ministres, ce décret correspond à la volonté du gouvernement de s'assurer d'un alignement de l'ensemble de ses partenaires sur sa vision de développement.

Le décret fixe notamment les



Mme Sandra Ablamba Johnson, Ministre-SG de la Présidence de la République

conditions d'existence et d'exercice des activités des ONG dans le pays, ainsi que les

conditions pour qu'une ONG puisse bénéficier de l'appui du

Suite à la page 5

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

COOPÉRATION : LE BRÉSIL ET LE TOGO MAINS DANS LA MAIN



Le nouveau diplomate brésilien en poste à Lomé, prend ses marques. Après avoir été reçu par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, à qui il a transmis ses lettres de créances le 26 avril dernier, Nei Futuro Bitencourt, a évoqué les nouvelles pistes de la coopération bilatérale entre son pays et le Togo, lors d'une rencontre avec la présidente du Parlement, Yawa Tsègan. Le Vendredi 06 mai dernier, la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Tsègan, a reçu l'Ambassadeur de la République Fédérale du Brésil au Togo. Nei Futuro Bitencourt a échangé avec la PA, sur les nouvelles pistes de la coopération bilatérale entre le Brésil et le Togo dans divers domaines. Il a dit " tout le plaisir " pour lui d'être en terre togolaise.

Cette coopération qui date depuis les années 1970, lie les deux pays dans plusieurs domaines, à savoir : l'agriculture, la formation professionnelle et technologique, la politique et la sécurité intérieure. D'ailleurs en novembre 2018, les deux pays ont signé, à Lomé, un accord de suppression réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

" C'est un plaisir d'être à la maison du peuple. Parmi les trois pouvoirs de l'Etat, le pouvoir législatif est le plus proche du peuple. C'est aussi intéressant d'être plus proche de ma collègue des Etats-Unis d'Amérique avec qui nous entretenons des liens étroits. En ce qui concerne le Togo, c'est une longue histoire de collaboration et de coopération qui a des moments tantôt plus intenses tantôt moins intenses qui dépendent de nos conditions économiques et politiques. Elle est basée aussi sur la formation du peuple brésilien qui a reçu une contribution très importante des peuples de la région Afrique. Le Brésil est le deuxième plus grand pays au monde avec une population d'origine africaine après le Nigeria. Nous sommes 51% venus d'Afrique et ces éléments attestent que nous sommes des frères et cheminons ensemble, malgré les variations et les crises. Je compte pouvoir matérialiser tous ces éléments pour le bien de nos deux peuples ", a déclaré le diplomate brésilien.

@macite.info

Zozo

OUVERTURE DU POSTE DE PÉAGE DE MANGO



La Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) a procédé en fin de semaine dernière à l'opérationnalisation d'un nouveau péage sur la Nationale 1. Le nouveau poste, érigé à 1km à l'entrée Sud de la ville de Mango (Savanes), est le 5ème sur la N1 et le 14ème sur tout le territoire.

Doté de deux sources d'énergie (électrique et solaire), l'ouvrage bâti sur une emprise de 3x2 voies doit permettre notamment de "renforcer la capacité des besoins de financement de l'entretien du réseau routier national", explique le ministre des travaux publics, Zouréhatou Kassah-Traoré. Pour le compte de cette année, la SAFER ambitionne de mobiliser au moins 24 milliards FCFA pour assurer sa mission d'entretien routier. Toutefois, plusieurs facteurs pourraient freiner ces prévisions.

Source : @Republiquetogolaise.com

FNFI : PLUS DE 100 MILLIARDS FCFA OCTROYÉS ET 1,7 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES

DEPUIS 2014



Huit après son lancement au profit des populations exclues des services financiers classiques, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a passé la barre des 100 milliards FCFA de crédits accordés. Les derniers résultats, en date du 31 mars 2022, ont été dévoilés il y a quelques jours par le ministre chargé de l'Inclusion financière et de l'organisation du secteur informel.

Dans le détail, plus de 1,7 millions de bénéficiaires issus de toutes les couches socioéconomiques du pays ont pu bénéficier de ces financements, alloués à travers 14 produits. Le taux de remboursement reste toujours aussi élevé, 94,48 %, mais des efforts restent à faire, a indiqué Mazamesso Assih.

Autre point important, le mécanisme s'est rapidement étendu sur tout le territoire, disposant à ce jour de 338 points de services et collaborant avec 22 prestataires de services financiers partenaires (PSF) (...)

Source : @Republiquetogolaise.com

AGRICULTURE : Les fortes ambitions de la filière rizicole

En lien avec l'axe 3 de la feuille de route du gouvernement qui indique " l'agriculture demeure pour le Togo un secteur hautement prioritaire ", du fait de sa contribution de 40 % au PIB, les autorités ont des ambitions pour la filière du riz.

Par Koudjoukabalo

A l'horizon 2030, Le pays entend produire 817 004 tonnes du riz paddy, ce qui équivaut à 490 202 tonnes de riz blanc. " Un tel niveau de production correspond à 144% du besoin projeté en 2030 ", fait-on savoir au gouvernement. Mais, pas que.

Le Togo voit encore plus loin en visant le traitement de 431 400 tonnes de riz paddy par les unités modernes, plus la création de 314 000 emplois. Selon le plan d'actions élaboré, la filière sera modernisée, des dispositions seront prises pour aménager 17 800 hectares pour le riz irrigué et 51 600 hecta-



Une rizière (archives)

res pour le riz de bas-fonds.

Les résultats obtenus ces dernières années dans la production du riz sont encourageants et augurent de lendemains meilleurs. Les productions dans la filière du riz se situent actuellement à 160 000 tonnes par an.

En 2018, la production était de 145 000 tonnes. L'année qui a suivi, elle a augmenté de 2 000 tonnes, soit 147 000 tonnes. En 2020, elle a atteint 153 000 tonnes, ce qui indique une augmentation

de 4% par rapport à 2019.

A l'horizon 2030, grâce aux moyens déjà en place, le Togo compte rehausser le niveau des productions avec par exemple un investissement de près de 987 milliards de francs CFA. Les ambitions greffées à cet élan d'amélioration des conditions de vie des riziculteurs sont multiples. " Pour que ces objectifs susmentionnés se concrétisent, les autorités publiques priorisent la maîtrise de l'eau, la mécanisation de la récolte

et l'introduction des variétés à haut rendement.

En outre, les capacités des entreprises et organisations de producteurs vont être renforcées, la qualité du riz paddy sera aussi améliorée ", affirme-t-on au ministère de l'Agriculture.

En parallèle, il se fera la promotion des entreprises de mécanisation agricole et de production de semences, en plus de l'appui à la commercialisation et au suivi évaluation. Sans doute, cet ensemble de mesures augmentera les rendements de la filière rizicole, comme souhaité ou plus. " Il est clair que le coût de l'investissement est à la hauteur de la visée. Les plus à y gagner sont les 03 catégories de producteurs dans la filière : les petits producteurs qui représentent 70% de la production nationale, les moyens producteurs et enfin les gros producteurs ", fait-on remarquer dans le **secteur**.

LA LIBERTE DE LA PRESSE :

26 places de moins dans le classement de Reporters sans frontières

Le Togo a régressé de 26 places dans le baromètre de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Ce recul intervient après une année éprouvante pour les journalistes togolais dont certains se sont retrouvés en prisons pour des propos tenus sur les réseaux sociaux.

Le rapport de l'Observatoire togolais des médias (OTM) indique que la liberté d'expression a souffert de quelques faits au Togo depuis le 03 mai 2021, à travers des suspensions de parutions, arrestations de journalistes, mise en écoute de journalistes, inculpation et emprisonnement pour délit de presse : Suspension de 4 mois du bimensuel " Le Détective " pour diffamation, (11 avril 2022), suspension de l'hebdomadaire " The Guardian " de 4 mois de parution et le retrait de la carte de presse de son Directeur de publication Ambroise Kpondzo. (12 octobre 2021) ; suspension du bimensuel " La Symphonie " de 2 mois de parution pour avoir donné son avis sur l'irrégularité de la décision de la HAAC à l'encontre du journal " The Guardian ".

Cette suspension sera annulée par la Cour suprême. (04 novembre 2021) ; Mandat de dépôt et détention à la Brigade de Recherches et d'Investigation (BRI) de Ferdinand Ayité, Directeur de publication du bihebdomadaire " L'Alternative " et Joël Egah, Directeur de publication de l'hebdomadaire " Fraternité ", avant d'être déférés à la prison civile de Lomé. Ils sont inculpés de délit de presse par voie électronique. (Dans la même affaire, Isidore Kouwonou, Rédacteur en chef du journal "



Des titres de journaux togolais

L'Alternative " et présentateur de l'émission " L'Autre journal ", est sous contrôle judiciaire. (10 décembre 2021), Ferdinand Ayité et Joël Egah recouvrent leur liber-

té provisoire, mais sont sous contrôle judiciaire. (31 décembre 2021) ; La révélation d'espionnage des journalistes togolais Ferdinand Ayité, Carlos Kétohou

et Luc Abaki au moyen du logiciel PEGASUS rendu public suite à une enquête par un réseau international de journalistes d'investigation. (18 juillet 2021).

Tout en recommandant aux professionnels de médias de veiller au respect des règles d'éthique, de déontologie et des dispositions du code de la presse et de la communication, et de faire un usage rationnel des réseaux sociaux, l'OTM recommande au gouvernement d'assurer la protection des journalistes dans l'exercice de leur **profession**.

MOBILISATION DES RECETTES :

Les administrations fiscales africaines se sont concertées à Lomé

La capitale togolaise a abrité, du 5 au 6 mai dernier, un double événement, la réunion du Conseil du Forum sur l'Administration fiscale africaine (ATAF) et une table ronde de concertation ouest-africaine sur la mobilisation des ressources.

" Renforcer la mobilisation des ressources régionales ", tel est le thème de ce double événement co-organisé par l'Office togolais des recettes (OTR) et le Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF), du 05 au 06 mai dernier à Lomé.

Durant deux jours, les sommités du monde fiscal africain ont, d'une part, fait l'état des lieux des avancées réalisées au cours de ces derniers mois, et d'autre part, échangé sur la mobilisation des ressources dans la sous-région.

La réunion du Conseil du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) est une démarche qui a permis aux sommités du



Une vue de l'assistance lors des travaux

monde fiscal de mieux s'intégrer dans les projets et perspectives pour une action concertée dans la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources au profit des économies africaines.

Il faut noter que cette première session de l'ATAF, depuis l'avènement de la pandémie au covid-19 qui a impacté négativement nos différents secteurs au point de baisser les financements de développement, va permettre de trouver des moyens pour une mobilisation des recettes internes, a souligné le président de l'ATAF, Philippe

Kokou Tchodié.

Quant à la table ronde, il était question d'échanger avec les pays membres de l'ATAF, avec pour objectif d'améliorer les pratiques en matière de mobilisation des ressources.

Notons que l'ATAF créé en 2008, regroupe 38 pays membres, est dirigé depuis deux ans par un Togolais, Philippe Kokou Tchodié, le Commissaire général de l'office togolais des recettes (OTR). Elle est une plateforme de coopération entre les administrations fiscales.

@macite.info

www.lemedium.info

ENVIRONNEMENT :

Projet de création d'un jardin botanique dans le canton de Niamtougou

Euvrer à la restauration des écosystèmes naturels et promouvoir la conservation et la valorisation des forêts naturelles et sacrées, à travers l'aménagement d'un jardin botanique, comme vivier des essences et vecteur de l'écotourisme, tel est le but principal du lancement officiel du projet de création d'un jardin botanique, dans le canton de Niamtougou préfecture de Doufelgou, initié par l'ONG AGIR, ce jeudi 05 mai 2022.

"Le chômage et la pauvreté ne sont pas des malédictions" : c'est sur la base de cette conviction que l'ONG AGIR se propose d'apporter sa pierre à la construction de l'édifice du pays, ceci par l'initiative de création d'un jardin botanique, dans la commune de Doufelgou 1.

Ce projet, d'un coût global de 68 567,94 USD, dont 42 082 dollars financé par le Programme de Microfinancements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM), vise à réduire les menaces qui pèsent sur l'environnement mondial par des initiatives communautaires.



La table lors du lancement officiel

Ce projet s'exécutera sur un site de 20 hectares environ pendant 36 mois. L'objectif principal du projet est la conservation de la biodiversité, la démonstration des bonnes pratiques agro-écologiques et la promotion de l'écotourisme.

La mise en œuvre du projet est assurée par AGIR (Action et Gestion des Initiatives et Insuffisances rurales), une organisation de développement local qui s'est engagée, depuis près de vingt (20) ans, dans la restauration et la gestion durable des ressources naturelles au Togo.

Le Projet va permettre de sensibiliser 5000 acteurs locaux de la commune sur les valeurs économiques, écologiques et culturelles des jardins botaniques ; aménager et reboiser la conservation des espèces locales à fortes valeurs économiques, écologiques et culturelles ; plus de 30 000 plants seront produits pour effectuer des reboisements communautaires et individuels, et contribuer à l'amélioration des revenus de plus de 180 ménages, à travers le maraîchage comme activités génératrices de revenus.

La cérémonie de lancement a été présidée par le préfet de Doufelgou, M. Zato Kourah, en présence des représentants du maire de la Commune de Doufelgou-1, du Directeur Régional de l'Environnement et des Ressources Forestières de la région de la Kara, représenté par le Directeur préfectoral de



Photo de famille

Doufelgou et du Directeur Exécutif de l'ONG AGIR, M. TETAYABA K. Gnanfala.

Tour à tour chacun d'entre eux a félicité l'ONG AGIR pour son engagement aux côtés de la communauté de Doufelgou, pour la préservation de son patrimoine floristique, et remercié le PMF/FEM qui a accepté de financer ce projet de création d'un jardin botanique communautaire, une première dans la préfecture, et voire au Togo.

Cette rencontre a permis à l'ensemble des acteurs de s'informer des objectifs, résultats, activités à réaliser dans le cadre du projet, de s'approprier de la méthodologie de mise en œuvre dudit projet et de reconnaître leurs rôles et **responsabilités**.

SOCIÉTÉ :

Le travail des ONG à la loupe

Suite de la page 3

gouvernement. " Dans un contexte sécuritaire très fragile, il permettra également à l'Etat d'assurer le contrôle, la transparence et l'efficacité des actions des ONG et de renforcer ainsi les résultats des interventions de ces dernières ", a relevé le gouvernement. Une évaluation de leurs activités a été menée dans ce sens par le ministère de l'économie et des finances, et leurs résultats.

Une note circulaire du ministre de l'administration territoriale et celui de la planification du développement et de la coopération, à l'attention des Préfets, maires et directeurs régionaux de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire demande à ces derniers de s'assurer à partir de ce moment, que toute action à entreprendre par une ONG est d'intérêt général et en cohérence avec les objectifs et les principes de la politique de développement économique et social, définie par le gouvernement et susceptible d'avoir un impact significatif sur le vécu de la population bénéficiaire.

Les deux ministères ajoutent

que toute activité à entreprendre par une ONG doit être portée, préalablement, à la connaissance des Préfets, Maires et directeurs régionaux de la planification, sous peine d'être suspendue.

Dans l'application du décret du 5 Janvier, des mesures transitoires sont indiquées afin de faciliter l'adhésion des ONG à la nouvelle dynamique. Pour les ONG, disposant d'un accord-programme en vigueur, elles continuent de bénéficier des avantages jusqu'à l'expiration dudit accord ; toute association internationale ou étrangère, dument autorisée par le ministre chargé de l'administration territoriale à s'installer au Togo et désireuse de se voir reconnaître la qualité d'ONG, peut faire la demande auprès du ministre de la planification, dès l'obtention de son autorisation d'installation. Le gouvernement précise que ces mesures transitoires sont valables pour une durée d'un (1) an, à compter du 06 Avril, date de signature de la note circulaire.

A ce jour, un peu plus d'une cinquantaine d'ONG sont officiellement reconnues sur le ter-

ritoire togolais. Elles officient dans divers domaines : Sécurité alimentaire, développement économique, santé, éducation, Œuvres sociales, humanitaires et religieuses, défense des intérêts des travailleurs, Recherche linguistique, Alphabétisation, Traduction et Formation, amélioration de la qualité de vie des enfants, de leurs familles et de leurs communautés.

Il en existe aussi qui travaillent dans le domaine de la promotion d'une démocratie pluraliste en Afrique, la lutte contre le trafic et l'exploitation des enfants, santé maternelle et infantile, la promotion de la femme, la promotion de l'agriculture, formation professionnelle, transformation des produits agricoles, religion, activités sociales et culturelles, etc.

Il est courant de voir que des projets abondent et se chevauchent dans des localités, alors que d'autres parties du pays en souffrent. Aussi, certains projets mis en œuvre par les ONG se révèlent-ils en total déphasage avec les réalités et les besoins des populations. Or, le Togo dispose d'un Schéma national d'aménagement du ter-

ritoire (SNAT), dont l'objectif est de permettre une meilleure planification des pôles d'innovation et le ciblage des régions à spécialisation territoriale notamment économique, agro-industrielle, touristique et culturelle, en vue de favoriser le développement des activités productives et des infrastructures.

Le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) s'inscrit dans le cadre stratégique d'aménagement du territoire, conformément à la Politique nationale de l'aménagement du territoire (PONAT), et à la loi-cadre sur l'aménagement du territoire, qui fixe le cadre juridique de toutes les interventions de l'Etat, avec pour effet, la structuration et l'occupation du territoire, et l'utilisation de ses ressources. " L'adoption de ces mécanismes innovants confirme la volonté du Chef de l'Etat de réduire les déséquilibres régionaux liés à une inégale répartition territoriale de la population, des ressources naturelles, des infrastructures, services et activités socio-économiques ", indique-t-on au **gouvernement**.

Zozo

IDENTIFICATION BIOMÉTRIQUE : DÉBUT DE LA VULGARISATION ET DES CONSULTATIONS PUBLIQUES



L'Agence nationale d'identification (ANID) a entamé il y a quelques jours dans les Savanes une tournée de vulgarisation sur le territoire national. L'activité, couplée à des consultations publiques, est un prélude à la mise en œuvre du projet d'identification biométrique prévu par le gouvernement dans sa feuille de route à l'horizon 2025.

Sur le terrain, il s'agira de rencontrer les acteurs impliqués (préfets, maires, membres des administrations, société civile, ONG, autorités traditionnelles et religieuses, etc...), et échanger avec ces derniers sur les rôles et activités spécifiques attendus.

Des avis seront également recueillis afin de faciliter le déroulement des opérations d'enrôlement, une fois le projet mis en route.

Premier projet des 36 que contient la feuille de route quinquennale du gouvernement, l'identification biométrique des personnes physiques au Togo (e-ID Togo) s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet sous régional (WURI), financé par la Banque mondiale. Sa finalité est d'améliorer notamment l'accès des citoyens aux services sociaux de base et à la couverture maladie universelle, et de mettre en place un registre social des personnes.

Pour le directeur de l'ANID, Silété Roselin Devo, "il changera inexorablement la face du pays".

Source : @Republiquetogolaise.com

LA POPULATION DOIT ÊTRE PLUS RESPONSABLE



Les pouvoirs publics ont beau prévenir les Togolais depuis des années sur les risques d'inondations, rien n'y fait. Les constructions en zone interdite se poursuivent, les caniveaux sont obstrués par les ordures ménagères. En cas de précipitation, même modérée, l'eau se déverse dans les habitations.

L'Agence nationale de la protection civile (ANPC) déploie le maximum de moyens pour prévenir les catastrophes, mais sans une coopération de la population, c'est peine perdue.

Nelson Akidode, directeur de la Prévention à l'ANPC, demande à tous ceux vivant en zones inondables de prendre leurs précautions et d'anticiper la menace.

Source : © republicoftogo.com

SPORT / CONGRÈS ORDINAIRE DE LA FTF :

La FTF reconnaît les efforts du Président Faure Gnassingbé

La Fédération Togolaise de Football a organisé son congrès ordinaire, ce vendredi 06 mai 2022 à Lomé, en présence des membres du comex, des présidents des clubs, des ligues et des associations affiliées à la Fédération Togolaise de Football, conformément aux dispositions de l'article 30 alinéa 1 et 2 des statuts de la FTF.

Cette rencontre, qui a duré près de 4h d'horloge, a permis aux congressistes de faire l'évaluation des activités de l'année écoulée, d'adopter le budget et les textes qui vont être appliqués la saison 2022- 2023 et, surtout, l'adoption des textes visant la création de la ligue du football professionnel.

Le président de la FTF, colonel Guy Akpovi, s'est réjoui de l'occasion qui lui a été donnée pour encore parler du football et n'a pas manqué d'adresser ses vifs remerciements aux plus hautes autorités du pays qui mettent les bouchés doubles pour soutenir le sport roi dans notre pays.

Pour lui " C'est le lieu de témoigner notre reconnaissance infinie au Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, qui a toujours fait preuve d'une disponibilité sans pareille, à chaque



Col Agoro Médjéssiribi, 1er Vice-président de la FTF et Hervé Agbodan, SG de la FTF

fois qu'il est question de football. pareille circonstance, je puisse Quoi de plus normal qu'en lui adresser nos très vifs et sincères

remerciements " a laissé entendre le patron de la FTF.

Concernant la ligue professionnelle du football, le secrétaire général de la fédération togolaise de football, M. Hervé Agbodan a précisé que c'est une entité autonome, mais pas indépendante. Les textes, et le comité qui va diriger cette ligue, seront mis en place par la FTF. La ligue est juste une branche de la FTF et non une fédération bis.

Colonel Agoro Médjéssiribi,

premier vice-président de la FTF s'est réjoui du déroulement du congrès ordinaire " Tout s'est bien passé et tous ont répondu à nos attentes, surtout l'adoption de ce texte visant la création d'une ligue professionnelle du football au Togo, puisque pour nous à la FTF, il fallait aboutir pour qu'au plus tard en 2023 nous commençons ce championnat professionnel donc nous sortons de ce congrès satisfait " s'est-il réjoui.

Dodo ABALO

OTR/ FISCALITÉ :

" L'audit fiscal basé sur les risques dans le secteur minier à l'aide des techniques d'audit assistées par ordinateur " au cœur d'une formation à Lomé

Suite de la page 2

nationale par une feuille de route gouvernementale 2022-2025.

" En effet, parmi les grands chantiers engagés par l'Etat togolais, il faut noter, principalement, le Plan National de Développement (PND), couvrant la période 2018-2022, visant à transformer, structurellement, l'économie togolaise. Pour se faire, le Chef de l'Etat a fait son cheval de bataille le socle de développement inclusif, en mettant donc l'accent sur



Photo de famille des participants

le civisme fiscal de tous.

A terme, l'OTR devrait mobiliser 35% des ressources globales de PND (fiscales et

douanières), 1 600 milliards de francs CFA, en vue de sa mise en œuvre efficiente ". a précisé le commissaire général de l'of-

fice Togolaise des Recettes, Philippe Kokou Tchodjé

Dodo ABALO



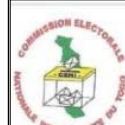
COMMUNIQUE

QUATRIEME REUNION DU HAUT COMITE EN CHARGE DE LA DECENNIE DES RACINES AFRICAINES ET DE LA DIASPORA AFRICAINE

1. Le Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, **S.E. Prof. Robert DUSSEY**, a présidé, ce lundi 09 mai 2022, la quatrième réunion virtuelle du Haut Comité chargé de la « Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine ».
2. Dans son propos introductif, le Ministre DUSSEY s'est une fois encore félicité de la mobilisation constante des membres du Haut Comité à qui il a adressé ses vifs remerciements. Il a rappelé que dix ans après le Sommet mondial de la diaspora africaine de Johannesburg, quand bien même des progrès substantiels ont été enregistrés, beaucoup reste à faire pour mobiliser le potentiel de la diaspora africaine pour soutenir le processus de développement du continent. Il a plaidé pour la mise en place de cadres de dialogue plus inclusifs avec la diaspora africaine et les afrodescendants.
3. La vice-Présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr Monique NSANZABAGANWA, a rappelé, en citant l'acte constitutif de l'UA, l'importance de la diaspora dans le processus de développement du continent et présenté les priorités de l'organisation pour l'année 2022 notamment le renforcement des capacités des Etats membres pour développer des politiques en faveur de la diaspora et le soutien de l'initiative de la Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine.
4. La rencontre a été l'occasion pour les participants d'échanger sur les niveaux d'avancement de deux initiatives parmi les projets phares de l'agenda de la Décennie à savoir :
 - Le Forum d'affaires sur la mise à profit de la technologie financière pour la réduction des coûts des transferts de fonds porté par le Royaume du Maroc ;
 - L'organisation d'une réunion ministérielle de suivi-évaluation du programme d'action de Johannesburg portée par le Togo en collaboration avec la Commission de l'Union africaine.
5. Les participants ont félicité le Royaume du Maroc et le Togo pour ces projets et ont préconisé des mesures concrètes devant faciliter leur réalisation. Le Ministre DUSSEY a particulièrement exhorté les membres du Haut Comité à soutenir massivement le Maroc dans l'organisation de ce Forum important sur les transferts de fonds de la diaspora et souhaité qu'il propose un chronogramme pour la réalisation dudit forum.
6. Les participants ont en outre félicité le Togo pour l'organisation de cette réunion et pour son leadership au niveau continental sur les questions de la diaspora et des afrodescendants.
7. Sont membres du Haut Comité en charge de la Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine, par ordre alphabétique des pays : **Afrique du Sud, Algérie, Angola, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée Equatoriale, Maroc, Namibie, République du Congo, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Togo.**



Fait à Lomé, le 09 mai 2022



COMMISSION ELECTORALE
NATIONALE INDEPENDANTE
(CENI)

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

N° 001 /2022/P/CENI

COMMUNIQUE DE LA CENI

A l'issue de sa 5^{ème} assemblée plénière, tenue à son siège à Lomé ce lundi 09 mai 2022, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a procédé, à l'unanimité de ses membres, à la mise en place de son bureau exécutif. Il se compose comme suit :

- Président : **M. YABRE Dago**
- Vice-président : **Me HOMAWOO Fiagadzi Atsu Yao Jean-Claude**
- 1^{er} Rapporteur : **M. DOSSEKPLI Messan**
- 2^{ème} Rapporteur : **M. TCHAO Padumhékou Christophe**

La mise en place du bureau exécutif de la CENI intervient, après l'adoption de son règlement intérieur le 5 mai 2022, sous la direction du bureau d'âge.

Fait à Lomé, le 9 MAI 2022

Le Président du Bureau d'âge
Me HOMAWOO F. Atsu Yao Jean-Claude



Encore plus proche de VOUS !!!



UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE NON LOIN DU PÉAGE

pour les dossiers des préfectures
de **Zio**, de l'**Avé**, de **Yoto**, de
Vo et du **Bas-Mono**



OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES



CANAL OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

La TVM

Taxe sur les Véhicules à Moteur reste obligatoire



SAUF POUR LES VÉHICULES À USAGE COMMERCIAL



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Code Yéyé Forfaits Yéyé

Accédez aux nouveaux forfaits
avec plus de simplicité

***909#**

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom